

# Les rocardiens refusent « les faux clivages d'hier et d'aujourd'hui »

La contribution déposée par les amis de M. Michel Rocard, et que le premier ministre lui-même n'a pas signée, est intitulée les Chances du socialisme démocratique.

La contribution des rocardiens affirme que « conjuguant transformations sociales et démocratie politique, solidarité et compétitivité, liberté et organisation, marché et planification, secteur public et entreprise privée, autonomie individuelle et protection collective, la démarche du socialisme démocratique apparaît, en cette fin de siècle, comme la seule voie de modernisation d'une société dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité ».

Les rocardiens observent que « avec un masochisme dont les socialistes ont le secret, certains (...) se lancent dans une critique tous azimuts du PS ». « Pour notre part, écrivent-ils, nous sommes fiers d'un PS qui a permis de redonner à la gauche sa crédibilité comme force d'alternance et de gouvernement. » Ils estiment que les « carences » du parti doivent être assumées « collectivement ».

Les amis du premier ministre examinent les conséquences qu'il convient de tirer des mutations de la fin du siècle. « Rouvrons le dossier de la réduction du temps de travail », proposent-ils. Relevant que « les pluies acides comme les mouvements de capitaux sont sans frontière », ils estiment qu'il revient « aux socialistes démocrates, internationalistes dès l'origine, d'appeler à plus d'Etat au niveau international, après avoir combattu certains excès de l'étatisme national ». « Il nous faut gagner, écrivent-ils, la bataille pour l'organisation de la planète. »

Les rocardiens soulignent que, face aux mutations qui caractérisent l'époque, « les pays qui réussiront ne seront pas ceux qui remet-

tront en cause l'amélioration des conditions de travail, les conquêtes sociales, ceux qui auront les salaires les plus bas, les travailleurs aux statuts les plus précaires, mais ceux qui sauront augmenter le niveau de savoir et de recherche et qui porteront au point le plus élevé, la mobilisation de l'intelligence collective ».

Cette conviction fonde, selon eux, l'« identité » des « socialistes démocrates » qui, croyant au « compromis social comme vecteur de l'évolution sociale, (...) cherchent à régler des problèmes, non à régler des comptes ». Insistant sur l'idée d'« autonomie », ils estiment qu'« il existe, aujourd'hui, face à tous les pouvoirs, un déficit de moyens de contrôle et d'appréciation ». « Il faut, affirment-ils, le combler et consolider l'Etat de droit. »

## « Donner et reprendre ne vaut »

Les rocardiens décrivent la démarche qui doit être, selon eux, celle d'un socialisme démocratique revendiquant la durée. « Insensibles aux modes, écrivent-ils, aux émotions du moment, aux pressions des corporatismes, il nous faut inscrire notre action transformatrice dans la durée, afin de diminuer les contraintes dans le temps et d'accroître progressivement nos marges de manœuvre. Nous ne devons pas oublier que certaines avancées mal maîtrisées débouchent, parfois, sur des reculs et qu'il vaut mieux résister à certaines impatiences légitimes que d'être contraint de reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre. Donner et reprendre ne vaut : telle doit être la loi du vrai partage. »

Les amis du premier ministre mettent en garde contre les « vrais faux débats ». « Attention, écrivent-ils, de ne pas opposer des

socialistes porteurs d'un grand dessein à des socialistes gestionnaires du quotidien, ou, selon une formulation à la mode, le socialisme d'accompagnement au socialisme de transformation sociale ! » Ils ajoutent : « Si les socialistes ont la lucidité de refuser les faux clivages d'hier et d'aujourd'hui, en admettant qu'ils ne recouvrent que de vrais enjeux de pouvoirs et s'ils prennent conscience que chacun peut être respecté dans ses légitimes ambitions, sans nécessairement en faire une question de ligne politique, ils pourront se rassembler à partir de nouvelles synthèses. »

Rejetant la recherche d'alliances « ailleurs », les rocardiens estiment que « c'est dans une dynamique de gauche que les forces de progrès renouent avec le fait majoritaire » et proposent de réaffirmer l'objectif d'un « mouvement socialiste occupant plus de 40 % de l'espace politique à gauche ». Ils préconisent une « explication » avec le PCF, qui soit « sans concession, mais sans exclusive », et souhaitent « favoriser l'accueil, au sein du PS, de militants issus de la sensibilité communiste ». Ils énoncent le « vrai mode d'emploi d'une ouverture qui ne saurait être le prélude à un renversement d'alliance » et qui consiste, pour les socialistes, à se montrer « ouverts à l'égard de tous ceux qui se reconnaissent dans leurs valeurs ».

Les socialistes doivent aussi, selon les amis de M. Rocard, chercher à rassembler les Français autour de l'« intérêt général », au nom duquel « il faut, parfois, assumer des mesures impopulaires ou étaler dans le temps des réponses à des revendications légitimes ». Les rocardiens proposent, enfin, de « construire une nouvelle synthèse entre le socialisme et l'écologie ».

Les amis du premier ministre exposent leur conception du PS, celle d'un parti non pas « specta-

teur ou commentateur de la vie politique et de l'action gouvernementale, mais acteur de la transformation sociale [...], présent dans le mouvement social, générateur d'idées et d'initiatives ». Ils préconisent une cotisation faible pour les personnes non imposées sur le revenu et modeste pour les salariés du bas de l'échelle. Les rocardiens veulent « préserver le droit exclusif des militants à désigner les candidats aux élections ». Ils proposent que les premiers secrétaires fédéraux participent aux réunions du comité directeur avec voix consultative. Ils soulignent l'urgence d'un statut des élus.

Les rocardiens passent en revue, enfin, les principaux domaines de l'action gouvernementale. Ils indiquent notamment que le pacte de croissance, proposé par le premier ministre, repose sur des « principes » – les « trois tiers » – qui « devraient orienter les négociations salariales de branche et d'entreprise dans le secteur public et le secteur privé », car ce pacte, selon eux, « ne concerne pas uniquement les salariés du secteur public, mais aussi ceux du secteur privé ».

Ils proposent que, « en cas de différentiel d'inflation nul entre la France et ses principaux partenaires européens », le SMIC fasse l'objet, « au-delà du maintien de son pouvoir d'achat, d'une revalorisation complémentaire égale à une part du taux de croissance ». Ils se prononcent pour la cotisation sociale généralisée et affirment qu'« il n'est plus possible de différer une réforme de la fiscalité locale ».

Les amis de M. Rocard concluent en adressant aux socialistes ce conseil : « Plutôt que de jouer entre nous à la différence des formules, continuons de faire ensemble, par rapport à la droite, la différence au niveau des actes ! »